



Revue européenne des migrations internationales

vol. 19 - n°3 | 2003

Moyen-Orient : mutations récentes d'un carrefour
migratoire

Éditorial

Moyen-Orient : mutations récentes d'un carrefour migratoire

William Berthomière, Mohamed Kamel Dorai et Stéphane de Tapia



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remi/2649>

DOI : 10.4000/remi.2649

ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 12 décembre 2003

Pagination : 7-8

ISBN : 2-911627-35-0

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

William Berthomière, Mohamed Kamel Dorai et Stéphane de Tapia, « Éditorial », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 19 - n°3 | 2003, mis en ligne le 09 juin 2006, consulté le 15 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/remi/2649> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.2649>

Ce document a été généré automatiquement le 15 avril 2022.

© Université de Poitiers

Éditorial

Moyen-Orient : mutations récentes d'un carrefour migratoire

William Berthomière, Mohamed Kamel Dorai et Stéphane de Tapia

- 1 La Guerre du Golfe de 1991 a engendré d'importants mouvements de population au Moyen-Orient et a entraîné une reconfiguration profonde du système migratoire régional lié notamment à l'embargo sur l'Irak et à la permanence de la tension israélo-palestinienne. Ces événements ont favorisé la persistance de mouvements de réfugiés palestiniens et irakiens, parallèlement au développement de nouvelles migrations de travail venues principalement d'Asie du sud et dans une moindre mesure d'Europe centrale et orientale ou d'Afrique. La dimension transnationale de ces nouveaux réseaux migratoires remet en cause les schémas d'analyse qui prévalaient dans les années quatre-vingt. En effet, jusqu'à cette date, la rente pétrolière a déterminé à l'échelle régionale le développement de migrations temporaires de travail (Palestiniens, Jordaniens, Égyptiens et Yéménites) et a conduit à des analyses où prédominaient les facteurs macroéconomiques. Le panorama migratoire des lendemains de la guerre du Golfe montre que les logiques de réseaux développées par les migrants prennent de plus en plus le pas sur les logiques strictement économiques à l'échelle régionale. Ainsi, à un régime migratoire reposant sur une présence temporaire des travailleurs étrangers tend à succéder un processus d'installation de plus en plus « durable » de cette main-d'œuvre, notamment en Israël, en Jordanie ou au Liban. La lecture de ces mutations souligne également le rôle toujours prégnant des États dans la gestion de ces flux de populations. Les politiques migratoires mises en place — quand elles existent — répondent tant à des questions de politiques internes qu'à des impératifs dictés par la géopolitique régionale¹.
- 2 Cette question du rôle des États est abordée par Françoise de Bel-Air, démographe, à travers le cas de la Jordanie. Dans cette étude l'importance des migrations internationales dans le processus de stabilisation politique du royaume est mis en relief. On peut donc y craindre aujourd'hui une transition démocratique troublée, à moins que ne s'y opère une réappropriation des ressources humaines auparavant évincées par l'émigration. Ces questionnements politiques sont également au cœur des articles de Sari Hanafi, sociologue, et William Berthomière, géographe, traitant de la

Palestine et d'Israël. Le premier analyse le rôle des réseaux de parenté et du capital social dans le processus de retour éventuel des réfugiés palestiniens. Il se fonde pour cela sur une enquête récente menée auprès de Palestiniens résidant dans les Territoires palestiniens et en Israël. Le second montre que les échecs successifs des négociations (à Camp David, 2000, à Taba, 2001) ont eu pour conséquences de replacer le « nombre » au cœur du conflit israélo-palestinien. C'est ce recentrage sur la donne démographique, qui avait perdu de sa centralité lors des années quatre-vingt dix, que cet article tente d'analyser pour mieux saisir la réalité de la stratégie territoriale d'Israël. Ray Jureidini, sociologue, et Sarah Willen, anthropologue, soulignent par leur contribution la nouvelle réalité sociale que constitue pour les États moyen-orientaux l'installation de plus en plus « durable » de travailleurs extra-régionaux. Ray Jureidini développe plus particulièrement cette question à travers l'exemple des domestiques sri-lankaises et philippines et s'interroge sur l'existence, même marginale, de formes d'esclavage contractuel et sur les réponses étatiques et non-gouvernementales aux difficultés rencontrées par ces femmes. Cette dernière problématique est aussi abordée par Sarah Willen dans le cas israélien. Ayman Zohry, démographe, apporte par sa contribution un éclairage nouveau sur l'Égypte souvent considérée comme un pays d'émigration. Il décrit les flux d'immigration actuels (volontaires et forcés) et les politiques migratoires mises en place par cet État. Par cette approche, il questionne notamment le rôle du Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) dans sa gestion des demandeurs d'asile et des réfugiés. Cyril Roussel, géographe, propose de son côté l'analyse d'un phénomène peu traité, celui de l'émigration actuelle des Druzes du Sud syrien et des recompositions socio-spatiales dans leur région d'origine.

- 3 La Turquie pour sa part reste difficile à classer entre Europe orientale et Asie occidentale, Moyen-Orient musulman arabophone et iranophone et aire culturelle turcophone. Pays d'émigration massive vers l'Europe industrielle, c'est aussi — le fait est moins connu — un pays d'immigration tout aussi massive et un pays de transit qui se découvre, alors que la péninsule anatolienne a en réalité joué ce rôle depuis longtemps. Les trois textes sur la Turquie et l'Asie centrale que contient ce numéro montrent que l'espace turc est, au sens propre, à la croisée des chemins de la migration internationale. Mustafa Mutluer, géographe, nous livre un tableau global de la migration de transit, le plus souvent irrégulière, composée de candidats à l'asile politique et de migrants de travail confrontés à la fermeture des frontières européennes et à celle des marchés de l'emploi. Cette migration, que l'on ne sait pas toujours qualifier (irrégulière, non déclarée, clandestine, illégale, politique...), n'est pas nouvelle, mais les pressions occidentales sur les autorités turques, sur fond de candidature à l'Union Européenne, en font un brûlant sujet d'actualité. La contribution de Mustafa Aslan et Jean-François Pérouse, également géographes, illustre parfaitement la complexité d'Istanbul, ville-monde selon de nombreux historiens, où il est difficile de faire la part entre facteurs historiques (l'ancienne capitale de l'Empire ottoman), politiques (de la question kurde interne à la Turquie à la géopolitique et à la géostratégie) et économiques (une mégapole dynamique aux portes de plusieurs ensembles économiques, parfois en crise). Le contexte régional, des Balkans et de la Tchétchénie à l'Afghanistan, voire bien plus loin vers le Xinjiang, joue ici un rôle éminent. Les guerres du Golfe y interviennent directement, les effets sont connus pour la première (1991), les questions restent posées pour la seconde (2003). La troisième contribution, de Bayram Balci, politologue ayant travaillé en Asie centrale, Kazakhstan et Ouzbékistan, traite de l'Arabie Saoudite. Elle développe un point peu connu, celui de

la migration politique des Turkestanais du début du xx^e siècle vers La Mecque, lieu sacré par excellence de l'islam, migration aujourd'hui revitalisée par la réapparition de pèlerins des nouveaux États indépendants issus de l'URSS. Pour être presque anecdotique, au vu des effectifs mobilisés, cette migration, qui reprend dans un contexte profondément modifié, est révélatrice de bien des aspects inconnus en Europe occidentale, mais que l'on retrouve justement à Istanbul. Turquie et monde turcophone n'appartiennent pas directement au Moyen-Orient, ils y jouent pourtant un rôle important par le biais des migrations depuis fort longtemps.

- 4 Pour compléter cette revue des mutations des migrations internationales au Moyen-Orient, deux approches ont été privilégiées : Marc Lavergne, géographe, montre l'ouverture croissante du système migratoire des pays du Golfe arabo-persique vers l'Asie ; Sylvia Chiffolleau, sociologue, développe et ouvre des pistes de recherche sur la problématique des relations existantes entre migrations et pèlerinages, suggérée dans la contribution de Bayram Balci.

NOTES

1. -On peut signaler la publication prochaine des actes d'un colloque qui s'est tenu à Amman des 15 au 18 juin 2003. Cette conférence fait suite au programme de recherche (2001-2003) intitulé « Migrations au Moyen-Orient arabe : politiques migratoires, filières et communautés dans le contexte de la mondialisation » (Coordination scientifique Hana Jaber et France Métral) qui a été mené par la Direction des études contemporaines de l'IFPO (ex-CERMOC) à Amman.